

La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)

Communiqué de presse

Sous embargo strict jusqu'au :
Jeudi 29 octobre 2020

15 heures (heure de Berlin - CET) / 14 heures (Londres - GMT) / 10 heures (US EDT)
(Pour d'autres zones horaires, cliquer ici : <http://bit.ly/IPBESLaunch>)

- Rapport complet (en anglais) : www.ipbes.net/pandemics
- Images et contenus pour les médias sociaux (disponibles en anglais, français et espagnol) : <https://bit.ly/PandemicsReportResources>
- Contact pour des entretiens : media@ipbes.net

Échapper à l'« ère des pandémies » : Les experts mettent en garde contre de pires crises à venir ; Options proposées pour réduire les risques

Points clés :

***Un Conseil intergouvernemental pour la prévention des pandémies ;
S'attaquer aux facteurs de risques, notamment à la déforestation et au
commerce des animaux sauvages ;
Taxer les activités à haut risque de pandémie***

***Entre 540.000 et 850.000 virus présents dans la nature pourraient infecter
les êtres humains ;***

***Des pandémies plus fréquentes, plus mortelles et plus coûteuses sont à
prévoir ;***

***L'impact économique actuel des pandémies est 100 fois supérieur au coût
estimé de leur prévention***

Des pandémies futures vont apparaître plus souvent, se propageront plus rapidement, causeront plus de dommages à l'économie mondiale et tueront plus de personnes que la COVID-19, à moins que l'approche globale de la lutte contre les maladies infectieuses ne

soit modifiée, avertit un nouveau rapport clé sur la biodiversité et les pandémies rédigé par 22 experts de premier plan du monde entier.

Au terme d'un atelier virtuel organisé par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES de son acronyme anglais) sur les liens entre la dégradation de la nature et l'augmentation des risques de pandémie, les experts conviennent qu'il est possible d'échapper à l'ère des pandémies, mais que cela nécessite un profond changement d'approche pour passer de la réaction à la prévention.

La pandémie de COVID-19 est au moins la sixième pandémie mondiale depuis la pandémie grippale de 1918, et bien qu'elle trouve son origine dans des microbes portés par des animaux, comme toutes les pandémies, son émergence a été entièrement déterminée par les activités humaines, indique le rapport publié ce jeudi. On estime à 1,7 million le nombre de virus « non découverts » actuellement présents dans les mammifères et les oiseaux, dont 850 000 pourraient avoir la capacité d'infecter les êtres humains.

« Il n'y a pas de grand mystère sur la cause de la pandémie de COVID-19, ou de toute autre pandémie moderne », a déclaré le Dr. Peter Daszak, président de EcoHealth Alliance et de l'atelier d'IPBES. « Ce sont les mêmes activités humaines qui sont à l'origine du changement climatique, de la perte de biodiversité et, de par leurs impacts sur notre environnement, du risque de pandémie. Les changements dans la manière dont nous utilisons les terres, l'expansion et l'intensification de l'agriculture, ainsi que le commerce, la production et la consommation non durables perturbent la nature et augmentent les contacts entre la faune sauvage, le bétail, les agents pathogènes et les êtres humains. C'est un chemin qui conduit droit aux pandémies. »

Le risque de pandémie peut être considérablement réduit en diminuant les activités humaines entraînant la perte de biodiversité, par une plus grande conservation des zones protégées et par des mesures réduisant l'exploitation non durable dans les régions riches en biodiversité. Cela permettra de réduire les contacts entre les animaux sauvages, le bétail et les êtres humains, et aidera à prévenir la propagation de nouvelles maladies, indique le rapport.

« Les preuves scientifiques conduisent à une conclusion encourageante », a déclaré le Dr. Daszak. « Nous avons la capacité croissante de prévenir les pandémies, mais la manière dont nous les abordons actuellement ignore largement cette capacité. Notre approche actuelle des pandémies stagne et consiste encore à essayer de contenir et de contrôler les maladies *après* qu'elles sont apparues, par le biais de vaccins et de thérapies. Pour nous échapper de l'ère des pandémies, nous devons, en plus de la réaction, nous concentrer sur la prévention. »

« Le fait que l'activité humaine ait pu modifier aussi fondamentalement notre environnement naturel ne doit pas nécessairement être vu comme négatif, mais prouve, au contraire, notre capacité à opérer les changements nécessaires pour réduire le risque de futures pandémies, tout en protégeant la nature et en réduisant les changements climatiques. »

Selon le rapport, réagir aux maladies exclusivement après leur apparition, par des mesures de santé publique et des solutions technologiques, et en particulier par la conception et la distribution rapides de nouveaux vaccins et de nouvelles thérapies, constitue « un chemin

lent et incertain », jalonné de souffrances humaines et coûtant des dizaines de milliards de dollars chaque année.

Le coût de la COVID-19 au niveau mondial a été estimé entre 8,000 et 16,000 milliards de dollars jusqu'à juillet 2020 seulement, et les coûts aux États-Unis seulement pourraient atteindre 16,000 milliards de dollars d'ici le quatrième trimestre de 2021. Les experts estiment que le coût de la prévention et de la réduction des risques de pandémies est 100 fois moins élevé que le coût de la réponse à de telles pandémies, ce qui « fournit des arguments économiques forts en faveur d'un changement transformateur ».

Le rapport propose également un certain nombre d'options politiques qui permettraient de faire face et de réduire le risque de pandémie. En voici quelques-unes :

- Un Conseil intergouvernemental de haut niveau sur la prévention des pandémies pourrait être créé afin de fournir aux décideurs les meilleures données scientifiques sur les maladies émergentes ; de prévoir les zones à haut risque ; et d'évaluer l'impact économique des pandémies potentielles et de mettre en évidence les lacunes en matière de recherche. Un tel conseil pourrait également coordonner la conception d'un cadre mondial de suivi.
- Les pays pourraient se fixer des objectifs dans le cadre d'un accord ou d'une entente internationale, avec des avantages évidents pour les êtres humains, les animaux et l'environnement.
- L'approche « Une seule santé » pourrait être institutionnalisée par les Gouvernements nationaux afin de renforcer la préparation aux pandémies, d'améliorer les programmes de prévention des pandémies et d'enquêter sur les épidémies et de les contrôler dans tous les secteurs.
- Des évaluations de l'impact sur la santé des risques de pandémies et de maladies émergentes pourraient être développées et intégrées dans les grands projets de développement et d'aménagement du territoire, tout en réformant l'aide financière à l'aménagement du territoire afin que les avantages et les risques pour la biodiversité et la santé soient reconnus et explicitement ciblés.
- Le coût économique des pandémies devrait être pris en compte dans la consommation, la production et les politiques et budgets gouvernementaux.
- Une réduction des formes de consommation, d'expansion agricole mondialisée et de commerce qui ont conduit à des pandémies devrait être rendue possible, par exemple au travers de taxes ou d'impôts sur la consommation de viande, la production de bétail et d'autres d'activités à haut risque de pandémie.
- Les risques de zoonoses dans le commerce international d'animaux sauvages pourraient être réduits grâce à un nouveau partenariat intergouvernemental « santé et commerce » ; les espèces à haut risque de maladie devraient être retirées partiellement ou totalement du commerce des espèces sauvages ; l'application de la loi dans tous les aspects du commerce illégal d'animaux sauvages devrait être renforcée et l'éducation des communautés sur les risques sanitaires du commerce d'animaux sauvages devrait être améliorée, particulièrement dans les zones à haut risque de propagation de maladies.
- L'engagement et les connaissances des populations autochtones et des communautés locales dans les programmes de prévention des pandémies devraient être valorisés afin d'atteindre une plus grande sécurité alimentaire et de réduire la consommation d'animaux sauvages.
- D'importantes lacunes dans les connaissances seraient à combler au sujet des principaux comportements à risque, de l'importance relative dans le risque de maladie du commerce illégal, non réglementé et légal d'animaux sauvages, et

de la relation entre la dégradation et la restauration des écosystèmes, la structure des paysages et le risque d'émergence de maladies.

La secrétaire exécutive de l'IPBES, Dr. Anne Larigauderie, s'exprimant sur ce rapport d'atelier a déclaré : « La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance de la science et de l'expertise pour éclairer les politiques et les décisions. Bien que cela ne soit pas un rapport intergouvernemental d'évaluation comme les rapports habituels de l'IPBES, il s'agit d'une publication d'experts remarquable, revue par les pairs, produite dans des délais très courts, basée sur les preuves les plus récentes, et présentant les perspectives de certains des plus grands scientifiques au niveau mondial. Nous félicitons le Dr. Daszak et les autres auteurs de ce rapport d'atelier et les remercions pour cette contribution essentielle pour mieux comprendre l'émergence des pandémies et les options à notre disposition pour contrôler et prévenir des flambées futures. Ce rapport d'atelier éclairera également certaines des évaluations de l'IPBES déjà en cours, en plus d'offrir dès maintenant aux décideurs de nouvelles perspectives sur la réduction des risques de pandémie et les options de prévention ».

- **FIN** -

Pour toute demande de renseignement et d'entretien, veuillez contacter :

L'équipe média d'IPBES

media@ipbes.net

+1-416-878-8712 or +49-174-2538-2223

www.ipbes.net

Note aux rédacteurs et éditeurs :

Le rapport complet est disponible ici (en anglais seulement) : <https://ipbes.net/biodiversity-pandemics-participants>. Le rapport, ses recommandations et ses conclusions n'ont pas été examinés, approuvés ou entérinés par les États membres de l'IPBES : il représente l'expertise et les perspectives des experts qui ont participé à l'atelier, dont la liste complète est disponible ici (en anglais seulement) : www.ipbes.net/pandemics

Le rapport de l'atelier IPBES constitue une des évaluation les plus solides sur le plan scientifique des preuves et des connaissances concernant les liens entre le risque de pandémie et la nature depuis le début de la pandémie de COVID, grâce à des contributions d'experts de premier plan dans des domaines aussi divers que l'épidémiologie, la zoologie, la santé publique, l'écologie des maladies, la pathologie comparative, la médecine vétérinaire, la pharmacologie, la santé de la faune sauvage, la modélisation mathématique, l'économie, le droit et les politiques publiques.

Le rapport est également fortement étayé scientifiquement, avec près de 700 sources citées (dont plus de 200 datant des années 2019 et 2020), ce qui offre aux décideurs un précieux aperçu analytique des données les plus récentes actuellement disponibles.

17 des 22 experts ont été nommés par des Gouvernements et des organisations à la suite d'un appel à nominations, tandis que 5 autres sont experts des évaluations en cours de l'IPBES (sur l'utilisation durable des espèces sauvages, sur les multiples valeurs de la biodiversité, et sur les espèces exotiques envahissantes), ainsi que des projets de cadrage des futures évaluations sur les liens d'interdépendance (alimentation, eau, santé, changement climatique et biodiversité) et sur les changements transformateurs.

Parmi les personnes ressources qui ont fourni des informations mais qui ne sont pas auteurs du rapport figurent des experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), du Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Souvent décrite comme le « GIEC pour la biodiversité », l'IPBES est un organisme intergouvernemental indépendant qui compte plus de 130 gouvernements membres. Créé par les Gouvernements en 2012, l'IPBES fournit aux décideurs politiques des évaluations scientifiques objectives sur l'état des connaissances concernant la biodiversité de la planète, les écosystèmes et les contributions qu'ils apportent aux populations, ainsi que les outils et méthodes pour protéger et utiliser durablement ces actifs naturels vitaux. Pour plus d'informations sur l'IPBES et ses évaluations, consultez le site www.ipbes.net

En chiffres – Les principales statistiques et faits du rapport

- 8 000 à 16 000 milliards de dollars : coût estimé de la pandémie de COVID-19, dont 5 800 à 8 800 milliards de dollars dû à une durée de 3 à 6 mois de distanciation sociale et de restrictions de voyage (6,4 % à 9,7 % du PIB mondial)
- >1 000 milliards de dollars : dommages économiques annuels probables dus aux pandémies
- 53 milliards de dollars : impact économique de l'épidémie d'Ebola de 2014 en Afrique de l'Ouest
- 7 à 18 milliards de dollars : coût estimé du virus Zika en Amérique du Sud et dans les Caraïbes (2015 à 2017)
- 78 à 91 milliards de dollars : allocation financière annuelle mondiale totale pour la conservation de la biodiversité
- > 70 % des maladies émergentes (par exemple, l'encéphalite Ebola, Zika, Nipah) sont causées par des microbes présents chez les animaux (c'est-à-dire classés comme agents pathogènes zoonotiques) qui se propagent par contact entre les animaux sauvages, le bétail et les êtres humains
- Presque 100 % des pandémies (par exemple, grippe, SRAS, COVID-19) ont été causées par des zoonoses
- Jusqu'à 1,7 million : estimation actuelle des virus « non découverts » chez les mammifères et les oiseaux aquatiques, les hôtes les plus souvent identifiés comme étant à l'origine de nouvelles zoonoses
- Moins de 2 000 virus ; c'est la diversité virale actuellement caractérisée dans ces hôtes (moins de 0,1% du risque viral zoonotique potentiel a été découvert)
- 540 000 à 850 000 : nombre estimé de virus susceptible d'infecter l'être humain
- 24% des espèces sauvages de vertébrés terrestres sont commercialisées dans le monde
- 107 milliards de dollars US : valeur du commerce international légal d'espèces sauvages en 2019, soit une augmentation de 500 % au cours des 15 dernières années (depuis 2005), et de 2000 % depuis les années 1980
- 7 à 23 milliards de dollars : valeur annuelle du commerce illégal d'espèces sauvages dans le monde [données incomplètes]
- >400 microbes (virus, bactéries, protozoaires, champignons et autres micro-organismes) sont apparus chez l'être humain au cours des cinq dernières décennies, dont plus de 70 % provenant d'animaux, principalement sauvages
- Au moins 6 pandémies mondiale ont eu lieu depuis la pandémie grippale de 1918, dont celles du VIH/SIDA, du SRAS et de la COVID-19, ainsi que trois causées par les virus de la grippe, et leur fréquence augmente.
- 3 % (~35 millions d'hectares) : augmentation de la surface agricole mondiale, de 1992 à 2015, principalement convertie à partir de forêts tropicales
- 1 milliard d'hectares : superficie estimée des terres qui seront défrichées dans le monde d'ici 2050
- >30% : des maladies infectieuses émergentes sont attribuées au changement d'utilisation des terres, à l'expansion agricole et à l'urbanisation

- 75% : des médicaments antimicrobiens approuvés sont dérivés de composés naturels ou d'origine naturelle
 - 12 millions : nombre estimé d'espèces fongiques, dont l'une était la source de la pénicilline utilisée pour contrôler les infections bactériennes, qui a révolutionné la médecine
 - 55 milliards de dollars : l'impact économique mondial de la grippe H1N1 sur le tourisme
-